

EXTRAIT DES REGISTRES DES DELIBERATIONS DU CONSEIL DE LA METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE

Séance du 13 décembre 2018

Madame Martine VASSAL, Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, a ouvert la séance à laquelle ont été présents 179 membres.

Étaient présents Mesdames et Messieurs :

Béatrice ALIPHAT - Martial ALVAREZ - Christophe AMALRIC - Patrick APPARICIO - Sophie ARTARIA-AMARANTINIS - Michel AZOULAI - Mireille BALLETTI - Sylvia BARTHELEMY - Marie-Josée BATTISTA - Jean-Pierre BAUMANN - Yves BEAUVAL - Moussa BENKACI - François BERNARDINI - Sabine BERNASCONI - André BERTERO - Jean-Pierre BERTRAND - Jacques BESNAÏNOU - Solange BIAGGI - Roland BLUM - Odile BONTHOUX - Jacques BOUDON - Michel BOULAN - Frédéric BOUSQUET - Gérard BRAMOULLÉ - Christian BURLE - Marie-Christine CALATAYUD - Henri CAMBESSEDES - Jean-Louis CANAL - Laure-Agnès CARADEC - Marie-Arlette CARLOTTI - Eric CASADO - Eugène CASELLI - Roland CAZZOLA - Martine CESARI - Philippe CHARRIN - Gaby CHARROUX - Maurice CHAZEAU - Gérard CHENOZ - Jean-David CIOT - Frédéric COLLART - Auguste COLOMB - Monique CORDIER - Jean-François CORNO - Georges CRISTIANI - Robert DAGORNE - Sandra DALBIN - Sandrine D'ANGIO - Michel DARY - Monique DAUBET-GRUNDLER - Philippe DE SAINTDO - Anne-Marie D'ESTIENNE D'ORVES - Nouriaty DJAMBAE - Pierre DJIANE - Frédéric DOURNAYAN - Marie-France DROPY-OURET - Sandra DUGUET - Michèle EMERY - Hervé FABRE-AUBRESPY - Nathalie FEDI - Jean-Claude FERAUD - Patricia FERNANDEZ-PEDINIELLI - Gilbert FERRARI - Céline FILIPPI - Claude FILIPPI - Richard FINDYKIAN - Dominique FLEURY- VLASTO - Olivier FREGEAC - Arlette FRUCTUS - Josette FURACE - Loïc GACHON - Daniel GAGNON - Alexandre GALLESE - Danièle GARCIA - Jean-Claude GAUDIN - Gérard GAZAY - Hélène GENTE-CEAGLIO - Jacky GERARD - Samia GHALI - Patrick GHIGONETTO - Roland GIBERTI - Philippe GINOUX - Jean-Pierre GIORGI - Jean-Pascal GOURNES - Philippe GRANGE - Albert GUIGUI - Frédéric GUINIERI - Olivier GUIROU - Daniel HERMANN - Garo HOVSEPIAN - Eliane ISIDORE - Nicolas ISNARD - Noro ISSAN-HAMADY - Maryse JOISSAINS MASINI - Nicole JOULIA - André JULLIEN - Didier KHELFA - Dany LAMY - Michel LAN - Albert LAPEYRE - Eric LE DISSÈS - Stéphane LE RUDULIER - Michel LEGIER - Gisèle LELOUIS - Gaëlle LENFANT - Annie LEVY-MOZZICONACCI - Hélène LHEN-ROUBAUD - Marie-Louise LOTA - Jean-Pierre MAGGI - Antoine MAGGIO - Irène MALAUZAT - Richard MALLIÉ - Joël MANCEL - Bernard MARANDAT - Rémi MARCENGO - Stéphane MARI - Jeanne MARTI - Régis MARTIN - Bernard MARTY - Christophe MASSE - Florence MASSE - Danielle MENET - Arnaud MERCIER - Xavier MERY - Yves MESNARD - Marie-Claude MICHEL - Danielle MILON - Richard MIRON - Jean-Claude MONDOLINI - Jean MONTAGNAC - Pascal MONTECOT - Yves MORAINÉ - Pascale MORBELLI - Roland MOUREN - Marie MUSTACHIA - Lisette NARDUCCI - Jérôme ORGEAS - Patrick PADOVANI - Patrick PAPPALARDO - Didier PARAKIAN - Chrystiane PAUL - Serge PEROTTINO - Catherine PILA - Patrick PIN - Marc POGGIALE - Jean-Jacques POLITANO - Gérard POLIZZI - Henri PONS - Véronique PRADEL - Muriel PRISCO - Marine PUSTORINO-DURAND - Bernard RAMOND - Julien RAVIER - Stéphane RAVIER - Martine RENAUD - Jean ROATTA - Marie-Laure ROCCA-SERRA - Carine ROGER - Georges ROSSO - Alain ROUSSET - Michel ROUX - Lionel ROYER-PERREAUT - Roger RUZE - Isabelle SAVON - Jean-Pierre SERRUS - Marie-Pierre SICARD-DESNUELLE - Emmanuelle SINOPOLI - Monique SLISSA - Jules SUSINI - Luc TALASSINOS - Francis TAULAN - Dominique TIAN - Maxime TOMMASINI - Claude VALLETTE - Martine VASSAL - Josette VENTRE - Yves VIDAL - Yves WIGT - Didier ZANINI - Kheira ZENAFI.

Signé le 13 Décembre 2018

Reçu au Contrôle de légalité le 27 décembre 2018

Etaient absents et représentés Mesdames et Messieurs :

Guy ALBERT représenté par Olivier FREGEAC - Serge ANDREONI représenté par Nicolas ISNARD - Philippe ARDHUIN représenté par Richard MALLIÉ - René BACCINO représenté par Marie-Josée BATTISTA - Loïc BARAT représenté par Gisèle LELOUIS - Guy BARRET représenté par Olivier GUIROU - Jean-Louis BONAN représenté par Jean-Pierre GIORGI - Patrick BORÉ représenté par Patrick GHIGONETTO - Nadia BOULAINSEUR représentée par Josette FURACE - Valérie BOYER représentée par Frédéric DOURNAYAN - Christine CAPDEVILLE représentée par Yves MESNARD - Bruno CHAIX représenté par Jean MONTAGNAC - Anne CLAUDIUS-PETIT représentée par Michèle EMERY - Pierre COULOMB représenté par Joël MANCEL - Sophie DEGIOANNI représentée par Jean-Louis CANAL - Jean-Claude DELAGE représenté par Richard FINDYKIAN - Christian DELAVET représenté par Frédéric GUINIERI - Bernard DESTROST représenté par Roland GIBERTI - Sylvaine DI CARO représentée par Alexandre GALLESE - Bruno GILLES représenté par Monique DAUBET-GRUNDLER - Georges GOMEZ représenté par Maxime TOMMASINI - Michel ILLAC représenté par Marc POGGIALE - Mireille JOUVE représentée par Danièle GARCIA - Nathalie LAINE représentée par Roland MOUREN - Laurence LUCCIONI représentée par Marie-Louise LOTA - Marcel MAUNIER représenté par Jacques BESNAÏNOU - Georges MAURY représenté par Yves BEAUVAL - Roger MEI représenté par Patricia FERNANDEZ-PEDINIELLI - Patrick MENNUCCI représenté par Eugène CASELLI - André MOLINO représenté par Georges ROSSO - Virginie MONNET-CORTI représentée par Frédéric COLLART - Roger PELLENC représenté par Robert DAGORNE - Christian PELLICANI représenté par Patrick PIN - Claude PICCIRILLO représenté par Régis MARTIN - Roger PIZOT représenté par Jean-David CIOT - Roland POVINELLI représenté par Georges CRISTIANI - René RAIMONDI représenté par Yves WIGT - Maryvonne RIBIERE représentée par Sandra DUGUET - Florian SALAZAR-MARTIN représenté par Gaby CHARROUX - Guy TEISSIER représenté par Martine VASSAL - Jean-Louis TIXIER représenté par Jérôme ORGEAS - Jocelyne TRANI représentée par Jeanne MARTI - Patrick VILORIA représenté par Xavier MERY - David YTIER représenté par Michel ROUX.

Etaient absents et excusés Mesdames et Messieurs :

Christian AMIRATY - Michel CATANEO - Laurent COMAS - Bernard JACQUIER - Jean-Marie LEONARDIS - Michel MILLE - Stéphane PAOLI - Elisabeth PHILIPPE - Stéphane PICHON - Maryse RODDE - Eric SCOTTO - Marie-France SOURD GULINO - Philippe VERAN - Frédéric VIGOUROUX - Karim ZERIBI - Karima ZERKANI-RAYNAL.

Etaient présents et représentés en cours de séance Mesdames et Messieurs :

Samia GHALI représentée à 11h25 par Roland CAZZOLA - André JULLIEN représenté à 11h43 par Henri CAMBESSEDES - Jean-Pierre BAUMANN représenté à 12h15 par Dany LAMY - Danielle MILON représentée à 12h28 à Gérard GAZAY - Jean-Claude GAUDIN représenté à 12h30 par Laure-Agnès CARADEC - Richard MALLIÉ représenté à 12h30 par Daniel GAGNON - Catherine PILA représentée à 12h45 par Solange BIAGGI - Carine ROGER représentée à 12h45 par Michel AZOULAI - Michel DARY représenté à 12h50 par Marie-France DROPY- OURET - Chrystiane PAUL représentée à 13h00 par Josette VENTRE - Lionel ROYER représenté à 13h00 par Nathalie FED - Jean-Claude MONDOLINI représenté à 13h10 par Marie-Claude MICHE - Pascale MORBELLI représentée à 13h10 par Loïc GACHON - Frédéric COLLART représenté à 13h15 par Béatrice ALIPHAT - Mireille BALLETTI représentée à 13h15 par Marie-Christine CALATAYUD - Sandrine D'ANGIO représentée à 13h15 par Stéphane RAVIER - Jean-François CORNO représenté à 13h20 par Jean-Pascal GOURNES - Yves MORAINÉ représenté à 13h20 par Sylvia BARTHELEMY.

Etaient présents et excusés en cours de séance Mesdames et Messieurs :

Roger RUZE à 11h00 - Philippe GRANGE à 11h43 - Georges ROSSO à 11h43 - Christophe MASSE à 11h45 - Moussa BENKACI à 12h00 - Yves MESNARD à 12h30 - Patrick PIN à 12h30 - Jacques BOUDON à 12h40 - Yves WIGT à 12h45 - Marie MUSTACHIA à 12h50 - Roland MOUREN à 13h00 - Albert GUIGUI à 13h00 - Jean-Claude FERAUD à 13h05 - Eliane ISIDORE à 13h10 - Gaby CHARROUX à 13h10.

Madame la Présidente a proposé au Conseil de la Métropole d'accepter les conclusions exposées ci-après et de les convertir en délibération.

FAG 152-4969/18/CM

■ Délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Abrogation de la délibération n° HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016

MET 18/9354/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) autorise le Conseil de la Métropole à déléguer une partie de ses attributions au Bureau et au Président de l'établissement public de coopération intercommunale (EPCI) à l'exception des compétences ci-après listées :

- 1° Du vote du budget, de l'institution et de la fixation des taux ou tarifs des taxes ou redevances ;
- 2° De l'approbation du compte administratif ;
- 3° Des dispositions à caractère budgétaire prises par un établissement public de coopération intercommunale à la suite d'une mise en demeure intervenue en application de l'article L. 1612-15 ;
- 4° Des décisions relatives aux modifications des conditions initiales de composition, de fonctionnement et de durée de l'établissement public de coopération intercommunale ;
- 5° De l'adhésion de l'établissement à un établissement public ;
- 6° De la délégation de la gestion d'un service public ;
- 7° Des dispositions portant orientation en matière d'aménagement de l'espace communautaire, d'équilibre social de l'habitat sur le territoire communautaire et de politique de la ville.

En application de cet article, par délibération n° HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016, le Conseil de la Métropole a organisé la délégation de compétences au Bureau de la Métropole. De plus, compte tenu de la spécificité des actions foncières et de leur réalité opérationnelle, le Conseil de la Métropole, lors de sa séance du 30 juin 2016, par délibération n° URB 002-617/16/CM, a précisé et complété cette délégation afin d'optimiser et de sécuriser au mieux les procédures mises en œuvre dans le cadre de cette mission.

Aujourd'hui, le Conseil de la Métropole est invité à se prononcer à nouveau sur les délégations de compétences au Bureau de la Métropole dans la limite de celles accordées au Président de la Métropole par délibérations n° HN 010-12/16/CM du 17 mars 2016 et n° URB 002-617/16/CM précitée, lesquelles sont maintenues.

Il convient de préciser que toute question n'ayant pas fait l'objet expressément d'une délégation au Bureau ou au Président de la Métropole relèvera de la compétence du Conseil de la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Signé le 13 Décembre 2018
Reçu au Contrôle de légalité le 27 décembre 2018

- La délibération HN 010-12/16/CM du 17 mars 2016 relative aux délégations du conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 056-187/16/CM relative à la délégation de compétences du Conseil de Métropole au Conseil de territoire Marseille Provence du 28 avril 2016 ;
- La délibération HN 108-239/16/CM relative à la délégation de compétences du Conseil de Métropole au Conseil de territoire du Pays salonais du 28 avril 2016 ;
- La délibération HN 129-260/16/CM relative à la délégation de compétences du Conseil de Métropole au Conseil de territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 28 avril 2016 ;
- La délibération HN 143-274/16/CM relative à la délégation de compétences du Conseil de Métropole au Conseil de territoire Istres Ouest Provence du 28 avril 2016 ;
- La délibération HN 157-288/16/CM relative à la délégation de compétences du Conseil de Métropole au Conseil de territoire du pays de Martigues du 28 avril 2016 ;
- La délibération URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 relative aux missions foncières – Délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est abrogée la délibération HN 009-011/16/CM du 16 mars 2016.

Article 2 :

Le Bureau reçoit délégation du Conseil dans les matières suivantes :

1- En matière financière :

- Attribuer des subventions, des participations, aides et concours en faveur des collectivités locales, associations loi 1901 et organismes divers, dans la limite du budget voté ;
- Demander à toute personne morale de droit public ou privé l'attribution de subventions ;
- Procéder aux abondements aux régies personnalisées et attribuer des subventions aux régies dotées de la seule autonomie financière dans la limite du budget voté ;
- Accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges ;
- Approuver les demandes de remise gracieuse de dettes et de dégrèvement sur facture dans la limite des crédits inscrits au budget ;
- Approuver les garanties d'emprunt et leurs avenants dans la limite de l'enveloppe annuelle fixée par le règlement d'octroi des garanties ;
- Approuver la participation financière de la Métropole aux dépenses liées à la défense des ports par le bataillon de marins-pompiers de Marseille dans la limite du budget voté ;
- Approuver la participation au financement d'équipements et approbation des conventions avec les communes pour la réalisation d'opérations dans le cadre du budget voté ;
- Création, affectation et révision d'affectation budgétaires d'opérations ;
- Autoriser le versement de la prime de performance épuratoire dans la limite du budget voté ;
- Approuver la campagne annuelle de lutte contre les moustiques dans la limite du budget voté.

2- Pour les contrats autres que ceux relevant de la commande publique :

- Constituer des groupements de commande ;
- Approuver l'ensemble des contrats, conventions, partenariats, chartes et leur(s) avenant(s) dès lors qu'ils ne relèvent pas de la catégorie des marchés publics et des délégations de services publics ;
- Approuver les protocoles transactionnels ;
- Approuver les délégations de maîtrise d'ouvrage.

Signé le 13 Décembre 2018
Reçu au Contrôle de légalité le 27 décembre 2018

3- En matière de ressources humaines :

- Approuver les Schémas directeurs d'organisation des services ;
- Approuver le tableau des effectifs et mise à jour, créations, ajustement et modifications des postes dans le cadre des besoins des services et du mouvement de personnel ;
- Suppression de postes budgétaires ;
- Ajuster la nomenclature d'emplois budgétaires dans la limite des crédits ouverts au budget métropolitain ;
- Convention de mise à disposition de personnel à titre gratuit et information des mises à disposition de personnel à titre onéreux ;
- Approuver les modalités de transfert de personnel et tout document y afférent ;
- Approuver les actes et conventions liés à la restauration collective et aux tickets restaurants ;
- Approuver les dispositifs RH : accueil de stagiaires étudiants ou en période de formation en milieu professionnel, emplois d'avenir, service civique, convention Industrielle de Formation pour la recherche (CIFRE) ;
- Dispositif de recrutement par la voie de l'apprentissage ou de l'alternance, de l'intérim ;
- Approuver le règlement de formation métropolitain, le plan de formation métropolitain et ses modifications ;
- Approuver les critères de classement des agents promouvables à un avancement de grade ou une promotion interne ;
- Définir les taux de promotion pour les avancements de grades des agents métropolitains ;
- Modalités de mise en œuvre du Compte personnel de formation ;
- Approuver les tarifs des séjours applicables aux agents, retraités et ayants-droit de la Métropole Aix Marseille Provence ;
- Autorisation de recrutement et fixation de la rémunération d'intervenants vacataires ;
- Régimes des astreintes et permanences au sein de la Métropole.

4- Pour la participation à des organismes divers :

- Autoriser l'adhésion de la Métropole aux associations dont elle est membre et à divers organismes, les renouvellements d'adhésion et versement des cotisations afférentes ;
- Désigner les représentants de la Métropole appelés à siéger au sein de divers organismes ;
- Créer des régies et désigner ses directeurs ;
- Modifier les statuts de régies ;
- Composition des Comités de Pilotage (COPIL) ;
- Adhérer aux démarches de labellisation.

5- En matière d'indemnisation :

- Octroyer les indemnisations aux tiers victimes de dommages ;
- Régler les conséquences dommageables des accidents dans lesquels sont impliqués des véhicules métropolitains dans la limite de 7600 euros ;
- Création et modification des commissions d'indemnisation amiable de la Métropole ainsi que de leurs modalités de fonctionnement.

6- En matière de patrimoine immobilier et mobilier :

- Conclure tous baux à construction et emphytéotiques et leur(s) avenant(s) à l'exception de ceux non détachables des conventions de délégation de service public ;
- Conclure en qualité de bailleur ou de preneur, toute promesse de bail, tout bail, toute convention d'occupation, de la mise à disposition du domaine public ou du domaine privé et l'(les) avenant(s) correspondant(s) dont la durée est supérieure à 12 ans et, approuver les conditions de rémunération des intermédiaires ;
- Acquérir et céder à titre gratuit ou onéreux, tous biens meubles et immeubles et droits immobiliers, constituer et accepter toute servitude à cet effet et conclure tous actes nécessaires ;
- Fixer les indemnités allouées en cas d'expropriation d'immeubles ou de droits réels immobiliers, d'un montant supérieur à 90 000 euros et inférieur ou égal à 1 500 000 euros ;
- Autoriser les démolitions d'ouvrage, propriétés de la Métropole, et lancement des procédures administratives nécessaires afférentes ;
- Désigner un notaire pour dresser un acte ou procéder à un enregistrement à la Conservation des hypothèques, en dehors des cas usuels ;

Signé le 13 Décembre 2018
Reçu au Contrôle de légalité le 27 décembre 2018

- Réforme d'engins, poids lourds, véhicules légers et utilitaires, deux roues et tout équipement de la Métropole ;
- Vente aux enchères des biens mobiliers de la Métropole ;
- Désaffectation et/ou déclassement d'emprise foncière appartenant à la Métropole ;
- Approuver les désaffectations et/ou déclassements du domaine public ;
- Approuver les PV de transfert des biens.

7- En matière d'urbanisme et d'aménagement du territoire :

- Fixer les reprises d'alignement en application d'un document d'urbanisme ;
- Prendre les décisions mentionnées aux articles L. 523-4 et L. 523-5 du code du patrimoine relatives à la réalisation de diagnostics d'archéologie préventive prescrits pour les opérations d'aménagement ou de travaux sur le territoire de la Métropole ;
- En matière de concertation et/ou d'enquête publique, prendre toutes mesures relatives à la préparation et aux demandes d'ouvertures d'enquêtes publiques dès lors qu'elles ne relèvent pas de la compétence du président en vertu d'un texte particulier, approuver le cas échéant les dossiers d'enquête publique, qui en découlent, se prononcer par une déclaration de projet, sur l'intérêt général d'une action ou d'une opération d'aménagement ;
- Exercer, au nom de la Métropole, le droit d'expropriation pour cause d'utilité publique prévu au troisième alinéa de l'article L. 151-37 du code rural et de la pêche maritime en vue de l'exécution des travaux nécessaires à la constitution d'aires intermédiaires de stockage de bois dans les zones de montagne ;
- Remise d'ouvrages ;
- Approuver les bilans de clôture d'opération et quitus ;
- Instaurer des périmètres d'études ;
- Constater les constructions ;
- Candidater aux appels à projets ;
- Approuver le lancement de concertation préalable ;
- Participer au financement d'équipements dans le cadre du budget voté ;
- Approuver le programme des équipements publics en ZAC et les modifications de celui-ci ;
- Instaurer des droits de préemption et droits de préemption renforcés ;
- Approuver les conventions PUP « Projet Urbain Partenarial » dans le cadre du budget voté ;
- Demander l'ouverture d'enquête publique et conjointe d'enquête publique préalable à déclaration d'utilité publique et parcellaire pour un projet d'aménagement ;
- Approuver les modalités de concertation publique et le bilan de celle-ci ;
- Approuver les périmètres de sursis à statuer ;
- Approuver la délégation au Président de l'exercice du droit de délaissement d'un bien déterminé ;
- Donner l'avis de la Métropole sur les Équipements publics de Zones d'Aménagement Concerté ;
- Approuver les projets de déclaration d'Utilité Publique ;
- Approuver les conventions conclues avec l'Etablissement Public Foncier et la SAFER.

8- En matière de Programme Local de l'Habitat :

- Constater les constructions réalisées au sein de programme de logements collectifs ;
- Attribuer les aides directes pour le logement social ;
- Approuver le bilan annuel des délégations des aides à la pierre des Territoires.

9- Pour les CRAC et demandes de communication auprès d'organismes divers :

- Approuver les Comptes rendus d'activité annuels ou rapports annuels des délégataires de service public ;
- Approuver les comptes rendus annuels de concession d'aménagement et de Zones d'Aménagement Concerté ;
- Approuver les demandes de communication de données diverses auprès des partenaires de la Métropole (DREAL, ANAH, DDTM, opérateurs de télécommunications, opérateurs d'énergie, CCI, Chambre d'Agriculture, Agences d'urbanisme, de logement, etc.).

Article 3 :

L'exercice effectif de chaque compétence déléguée au Bureau devra faire l'objet d'un compte rendu à l'organe délibérant à l'occasion de chaque réunion de cet organe.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Certifié Conforme,
La Présidente de la Métropole
Aix-Marseille-Provence

Martine VASSAL